



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.3/42/L.6
25 septembre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

Quarante-deuxième session
TROISIEME COMMISSION
Point 103 de l'ordre du jour

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

A sa 97e séance plénière, le 4 décembre 1986, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation de la Troisième Commission, de renvoyer à sa quarante-deuxième session l'examen du projet de résolution ci-après :

Procédures internationales pour la protection des réfugiés

L'Assemblée générale,

Profondément préoccupée par le sort des réfugiés dans toutes les régions du monde, et en particulier par le fait que les solutions traditionnelles aux problèmes des réfugiés, à savoir le rapatriement librement consenti, l'intégration régionale ou la réinstallation dans des pays tiers, demeurent hors de portée d'un grand nombre de réfugiés,

Souhaitant établir un ensemble de procédures qui permettent d'assurer la régulation ordonnée des mouvements de réfugiés,

Reconnaissant que l'aide à chacun des réfugiés et son intérêt propre doivent toujours constituer la préoccupation première,

Estimant que l'action visant à apporter des solutions durables aux problèmes que rencontrent les réfugiés devrait être fondée sur les principes directeurs ci-après, dans l'ordre de priorité indiqué :

- a) Rapatriement librement consenti;
- b) Intégration régionale;
- c) Réinstallation en dehors de la région;

étant entendu que cet ordre de priorité peut varier en fonction des circonstances concrètes,

Consciente de la charge que l'application de ces principes ferait peser sur les pays d'une région qui peut être exposée à des courants massifs de réfugiés,

Soulignant en conséquence qu'il y a lieu de dédommager ces pays dans toute la mesure du possible grâce à des programmes d'assistance internationaux, en finançant notamment la création et l'administration de centres de transit régionaux des Nations Unies,

Consciente également de la nécessité de mettre en place un système mondial des Nations Unies pour l'accueil de ceux des réfugiés qui ne peuvent être rapatriés ou intégrés sur une base régionale,

Tenant compte des vœux exprimés au cours du débat sur le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

1. Prie instamment tous les Etats de contribuer aux programmes internationaux d'assistance, en particulier dans les pays les plus touchés par des mouvements importants de réfugiés,

2. Prie le Secrétaire général, oeuvrant en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, d'établir un rapport contenant une évaluation des dépenses qu'entraînerait la création d'un nombre de centres de transit des Nations Unies suffisant pour faire face aux mouvements existants de réfugiés et indiquant le nombre de réfugiés que chacun des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pourrait être en mesure de recevoir, selon le nombre de ses habitants, la densité de sa population et son produit national brut;

3. Prie en outre le Secrétaire général de présenter ce rapport aux Etats membres en les invitant à formuler des observations relatives notamment au nombre de réfugiés immatriculés par le Haut Commissariat des Nations Unies que chacun d'entre eux serait disposé à recevoir chaque année;

4. Décide d'aborder cette question sur la base du rapport du Secrétaire général lors de sa quarante-deuxième session, lorsqu'elle examinera le rapport du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
